

CLIMAT, VIE CHÈRE, SERVICES PUBLICS



LA TEMPÉRATURE RETOMBE, PAS NOS COLÈRES

ZOOM

Grève du 29 septembre:
ce n'est qu'un début?

Page 3

INTERNATIONAL

États-Unis. Bataille
politique sur l'IA

Page 4

LUTTER

Climat. 1,5°C: l'ONU
acte le dépassement

Page 6

CHAMP LIBRE

À la Fête de l'Humanité, le
NPA-A fait vivre l'antifascisme

Page 8

Édito

Appeler un
faf un faf

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

Autour de Ceuta, la panique raciste a ressorti une de ses armes favorites : l'accusation de viol. Au 31 août, le parquet recensait 23 agressions sexuelles, dont cinq viols. Les victimes étaient des migrantEs, dont neuf mineures ; parmi les huit suspects identifiés, trois Espagnols et un Belge. Mais qu'importe. Dans le récit dominant, les victimes ont disparu. Il ne reste que des hordes d'étrangers menaçant les Européennes. Une réactivation d'un vieux scénario colonial : prétendre défendre « nos femmes » contre la prétendue sauvagerie sexuelle de l'étranger.

Lancée par le patronat valencien, la campagne « *Todos somos caballas* » (surnom des habitantEs de Ceuta) a fait de la solidarité un mot d'ordre raciste. Avant le match Elche-Real Madrid, Kylian Mbappé, Vinícius et Ibrahima Konaté ont porté le tee-shirt à moitié enroulé, masquant une partie du slogan, en signe manifeste de protestation. Mbappé a expliqué penser aussi aux migrantEs mortEs ou soumisEs à des conditions dures, refusant toute hiérarchie entre les souffrances. Cela a suffi pour que Vox fustige « *trois millionnaires* » et que le patron de la Liga exige le port du tee-shirt.

Le même jour, Teddy Riner s'est inquiété de la montée de l'extrême droite. « *Il faut appeler un chat un chat* », a-t-il précisé. Dès le lendemain, la fachosphère a déchaîné sa négrophobie contre cette parole jugée sans valeur, et Pascal Praud s'est efforcé de la réduire au néant : « *Ce que dit Teddy Riner ou rien, c'est au fond la même chose. Les Français s'en fichent.* » Comment mieux dire l'illégitimité d'une parole noire lorsqu'elle vient troubler la dérive fascisante du débat public ? Pourtant, s'il faut attaquer ces voix, c'est qu'elles dérangent.

Réjouissons-nous de les voir s'élever. Mbappé et Riner ne sont pas des militants révolutionnaires, mais leur popularité donne une portée immense à leur refus du racisme et du fascisme. La lutte contre le RN et la fascisation passera inévitablement par des voix différentes. Pour notre part, nous sommes convaincuEs qu'il ne suffira pas de condamnations morales, aussi bienvenues soient-elles, et qu'il faudra imposer des alternatives radicales, sortir du carcan capitaliste et rouvrir un chemin d'émancipation.

Bien dit

Personne ne
pouvait l'ignorer,
parce que tout
était écrit

L'APPEL NATIONAL AUX MARCHES DU 26 SEPTEMBRE pour « *le climat, le vivant, la paix et la justice sociale* » répond au « *Qui aurait pu prédire la crise climatique ?* » de Macron. Le texte rappelle que les entreprises pétrolières savaient dès 1971, que le GIEC alertait dès 1990 et que des milliers de scientifiques et de militantEs ont été ignorés.

ÉCOLOGIE

La température retombe,
pas nos colères

Alerte, ça brûle ! Alors que sept limites planétaires sur neuf sont déjà franchies, les phénomènes climatiques s'intensifient et menacent la vie de millions de personnes.

Près d'un milliard de personnes vivront sur des côtes basses d'ici 2050. De petits États insulaires pourraient être en partie ou totalement submergés. Typhons, tornades, cyclones, coulées de boue, inondations, sécheresses... les catastrophes climatiques font des milliers de morts chaque année. La production alimentaire mondiale pourrait reculer jusqu'à 14 % d'ici 2050. Celles et ceux qui ont le moins pollué paieront le plus. Aux conséquences du colonialisme et du pillage des ressources, il faut ajouter le colonialisme chimique : les pays du Nord, dont ceux d'Europe, continuent de fabriquer des pesticides qu'ils interdisent sur leur territoire en raison de leur toxicité, mais qu'ils commercialisent dans les pays du Sud.

La chaleur tue !

Entre 1,5 et 2°C de réchauffement, les étés meurtriers deviendraient la norme. Les habitantEs des quartiers populaires, les familles précaires, les personnes âgées, celles et ceux qui travaillent dehors ou dorment dans la rue en ont payé le prix fort. On imagine ce qu'il en serait avec un réchauffement de 2,5°C, seuil qui pourrait être franchi selon le GIEC !

Cette situation prévisible était annoncée, notamment par les rapports successifs du GIEC. Elle empirera si on ne stoppe pas les émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, le gouvernement, si dur avec les mobilisations de défense de l'eau et des espaces naturels, est bien doux avec TotalEnergies,

l'industrie chimique et l'agro-industrie.

La politique du
gouvernement aggrave
la crise

Face aux conséquences de l'été caniculaire, durant lequel pompiers, paysanNEs et soignantEs ont été en première ligne, l'objectif immédiat est clair : il faut imposer un plan d'urgence climatique avec des mesures pour la protection des salariéEs et de la population, avec des

services publics pour le logement, la santé, la lutte contre les incendies, la restauration des forêts et des sols, la gratuité et le développement des transports en commun...

Mais on ne peut pas s'adapter indéfiniment. Il faut prendre le mal à la racine : rompre avec l'agro-industrie au profit d'une agriculture paysanne et écologique, imposer une politique de sortie des énergies fossiles et l'interdiction de tout nouveau projet fossile, taxer les superprofits des

entreprises des secteurs des énergies fossiles et de l'armement, instaurer un impôt climatique sur les plus gros patrimoines. Il faut aussi désarmer les criminels climatiques : exproprier TotalEnergies.

Un automne des luttes

L'appel du 26 septembre, signé par plus de 35 000 personnes et plus de 400 organisations, est bien plus qu'une manifestation pour le climat. Il s'inscrit dans la durée pour imposer les mesures d'urgence et la rupture avec les fossiles. Il vise la construction d'un mouvement par en bas, à partir d'assemblées locales qui se coordonneront pour décider de la suite de la mobilisation, avec d'ores et déjà un rendez-vous mi-novembre. L'appel exige des mesures qui mettent en lien les différents secteurs en lutte : services publics, pompiers, Gilets jaunes, quartiers populaires, paysanNEs... et qui leur permettent de converger contre le budget d'austérité et contre le gouvernement. Descendre dans la rue massivement, se coordonner, s'organiser, c'est aussi lutter contre l'extrême droite, qui se nourrit de nos défaites.

Commission nationale écologie

Syngenta, ni à Saint-Pierre-la-Garenne
ni ailleurs ! Stop pesticides !

Le 3 octobre prochain, des dizaines de mobilisations contre les pesticides seront organisées dans le monde. En France, rendez-vous est donné à Gaillon, à 12 h, pour un rassemblement organisé par la Confédération paysanne, Cancer Colère, les Soulèvements de la Terre et le Comité de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest. Ce rassemblement est soutenu par de nombreuses associations, syndicats et partis. Il comportera une dimension internationaliste contre le colonialisme chimique et en solidarité avec la Palestine. La marche sera suivie d'une fête paysanne. Il est urgent de stopper l'industrie des pesticides !

Acturama

VIOLENCES POLICIÈRES
150 000 contre
le « permis
de tuer »

Les 19 et 20 septembre, plus de 150 000 personnes, souvent jeunes et déterminées, ont manifesté dans plus de 100 villes contre la proposition de loi dite du « permis de tuer ». En instaurant une présomption de légalité des tirs policiers, ce texte accroîtrait leur pouvoir et le nombre de morts, majoritairement non blancs. Nous exigeons son retrait. Contre l'impunité et les violences policières, nous défendons le désarmement et l'abolition de la police.

PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

FONCTION PUBLIQUE Grève du 29 septembre: ce n'est qu'un début?

Le 29 septembre, l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique appellent les agentEs à se mobiliser et à se mettre en grève pour leurs salaires, leurs conditions de travail et pour la défense des services publics.

Traditionnelle journée de rentrée? Début d'un automne social? Pour le moment, il est trop tôt pour le dire. Mais cette journée de mobilisation doit être une réussite pour construire le rapport de forces face à Lecornu et Macron.

Urgence sur les salaires!

862 000! C'est le nombre d'agentEs de la fonction publique d'État qui ont basculé sous le SMIC au 1^{er} juin 2026. L'État employeur doit donc verser à plus de 15% de ses agentEs une indemnité compensatoire pour ne pas être hors la loi. Et alors que tous les prix sont à la hausse, principalement dans l'alimentaire, Lecornu a déjà annoncé que le Projet de loi de finances (PLF) 2027 prévoirait de nouveau un gel du point d'indice. Depuis 25 ans, les agentEs publics ont perdu près de 30% de leur rémunération. Si les rémunérations avaient suivi l'inflation depuis 2010, unE catégorie C gagnerait 450€ de plus, unE catégorie A 872€! Une situation qui ne peut plus durer très longtemps et qui doit être le moteur de la grève du 29 septembre.

Défendre les agentEs publics, défendre les services publics

Les agentEs publics, comme tous les travailleurEs, connaissent des conditions de

travail dégradées et des attaques contre leurs droits. Ces cinq derniers mois marqués par des canicules ont non seulement eu un impact sur la santé des personnels, mais ont aussi mis en évidence l'état du bâti, notamment dans l'Éducation nationale et dans les fachs, où des millions de personnels et d'usagerEs ont suffoqué.

Lecornu a déjà annoncé 54 milliards d'euros d'économies dans le PLF 2027 et, hormis ceux de la Défense et des forces de sécurité, les budgets des services publics vont de nouveau être rabotés. Des budgets en baisse, couplés au non-remplacement des départs à

la retraite des fonctionnaires: un cocktail explosif dans toutes les administrations, qui dégrade les conditions de travail et la qualité des services publics et permet ensuite de justifier les privatisations et l'externalisation de pans entiers des services publics. Pour couronner le tout, le gouvernement s'attaque une fois de plus aux femmes et aux malades. Au 1^{er} janvier 2027, un décret instaurera un nouveau régime d'autorisation d'absence pour les parents d'enfant malade, notamment. Sous couvert d'«égalité», le gouvernement harmonise les droits par le bas en n'autorisant plus que six jours d'absence.

Depuis le 1^{er} septembre, les arrêts maladie sont déjà davantage contrôlés et les prescriptions médicales limitées dans le temps. Avec la rémunération réduite à 90% depuis l'an dernier et le maintien des jours de carence, le gouvernement fait le choix de taper sur les malades au lieu d'agir sur les conditions de travail qui provoquent l'épuisement et portent atteinte à notre santé.

Une date qui doit en appeler d'autres

Cette mobilisation va se tenir dans un contexte social et politique inhabituel: dernière rentrée des classes pour Macron, un été caniculaire qui a provoqué des milliers de morts et eu des effets réels sur la santé des gens, des mobilisations dans plusieurs secteurs ces derniers jours (énergie, marins-pêcheurs, fachs, santé...), les manifs climat du 26 septembre, la mobilisation des pompiers et des SDIS les 26, 27, 28 et 29 septembre... et une hausse des prix des carburants et des produits alimentaires qui n'est pas près de se résorber et qui agira peut-être comme une étincelle de la colère sociale. Très rapidement après le 29 septembre, il s'agira donc de mettre à l'ordre du jour, dans la fonction publique comme dans le reste du monde du travail, la construction d'un mouvement puissant pour gagner sur nos revendications.

Ian Stemmelen



RÉPRESSION SYNDICALE Solidarité avec Pierre et Benoît!

Mardi 15 septembre, près de 300 agentEs de l'inspection du travail se sont rassemblés devant la DRH nationale pour soutenir Pierre et Benoît, militants de SUD Travail dans l'Isère, convoqués en commission disciplinaire.

On leur reproche officiellement d'avoir harcelé leur hiérarchie, mais en réalité d'avoir critiqué et contesté les décisions de l'administration. Se faisant les porte-voix de leurs collègues, ils ont notamment dénoncé le fait que l'encadrement se tournait les pouces alors que la moitié des postes du département étaient vacants, le fait que des contrôles «anti-fraude» aboutissaient à l'arrestation de travailleurs sans papiers, ou encore la tentative de leur direction d'empêcher les agentEs de leur département de faire respecter la réglementation sur le 1^{er} Mai.

leur management pathogène est signalé depuis des années. Et les procédures disciplinaires s'accompagnent de plus en plus souvent d'un volet pénal: Pierre et Benoît ont ainsi dû s'expliquer sur leur action syndicale au commissariat en mai dernier, à la suite de la plainte d'une responsable, doublée d'un signalement de la directrice départementale. Cette plainte a été classée sans suite par le parquet, mais elle a marqué les corps et les esprits, et le ministère a aussitôt changé son fusil d'épaule en convoquant nos camarades en commission disciplinaire.

Deux conceptions de l'inspection du travail

Malgré la faiblesse du dossier, malgré la forte mobilisation et le soutien des confédérations et unions interprofessionnelles CGT, Solidaires, FSU et CNT, le ministère s'acharne. Si Benoît devrait écoper d'un blâme, Pierre risque une mutation disciplinaire. À travers son dossier, c'est une part importante de l'avenir de l'inspection du travail qui se joue. Que doit-elle être? Un simple organe chargé de mettre en œuvre les priorités définies par un pouvoir politique à la solde du patronat, aux effectifs faméliques, composé de fonctionnaires silencieux? Ou au contraire, comme nous le défendons avec Pierre et Benoît, une institution indépendante au service des travailleurEs, avec ou sans papiers, françaisEs comme étrangerEs, pour les aider à lutter contre leur exploitation, dotée des moyens nécessaires?

Depuis dix ans, au ministère du Travail, les procédures-bâillons se sont succédé pour tenter d'imposer la première de ces conceptions. Les victoires obtenues dans celles qui ont visé Aurianne Cothenet en 2017 puis Anthony Smith en 2020, débouchant sur la démission du directeur général du travail Struillou, ont mis un coup d'arrêt temporaire à la répression. Le ministère repasse donc à l'offensive aujourd'hui, et cette offensive prend une nouvelle résonance avec la poussée de l'extrême droite: si elle arrive au pouvoir, si les mobilisations sont défaits, l'inspection du travail pourrait devenir l'inspection de la préférence nationale au travail. En s'acharnant sur les militantEs et les organisations syndicales combatives, l'administration macroniste lui mâche le travail.

Étendre la mobilisation contre les sanctions

Mais, comme en 2017 et en 2020, la résistance dans les services du ministère est bien là. En Isère, les collègues de Pierre et Benoît sont en grève reconductible depuis le 7 septembre et étaient mobilisés à plus de 80% le 15. Partout en France, des assemblées générales se tiennent cette semaine pour discuter de la suite de la mobilisation et les idées d'action fusent. De nouveaux rassemblements auront lieu dans plusieurs départements le 24, et la journée de grève dans la fonction publique prévue le 29 sera l'occasion de rendre visible ce combat pour l'abandon des sanctions, auquel le NPA-A apporte tout son soutien.

Simon Saissac

LES INSPECTEURS DU TRAVAIL MANQUENT DE MOYENS



Inversion des rôles

Comme dans d'autres entreprises, les rôles sont inversés. Celles et ceux qui dénoncent leurs conditions de travail dégradées deviennent les harceleurEs, les chefs deviennent les harcelés, alors même que

No comment

C'est une copie offensive sur la réduction de la dépense publique

On se souvient de la perle d'Emmanuel Macron: «Je ne dirais pas que c'est un échec. Ça n'a pas marché.» L'élève LECORNU marche dans les pas de son maître à propos du budget: «C'est une copie offensive sur la réduction de la dépense publique, mais nous sommes très loin de l'austérité!», a-t-il affirmé au Figaro le 17 septembre... tout en annonçant 54 milliards d'euros de coupes budgétaires.

Agenda

25-26-27 septembre, Fête de la montagne limousine, Eymoutiers (87).

Samedi 26 septembre, Marches pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale. À Paris, dès 12h à République.

Dimanche 27 septembre, Dimanche d'été pour les terres de Gonesse!, Gonesse (95). De 10h30 à 18h sur le Triangle de Gonesse.

Dimanche 27 septembre, Marche «Femme, vie, liberté», Paris (75). À 15h.

Lundi 28 septembre, journée internationale de lutte pour le droit à l'avortement.

Mardi 29 septembre, journée nationale de grève et de mobilisation dans la fonction publique.

Mardi 29 septembre, Mobilisation «Non à la vente à la découpe de la Fondation des Œuvres de la Croix Saint-Simon», Paris (75). À 9h30 devant le Tribunal de commerce de Paris, 1, quai de la Corse, 75004 Paris. Métro Cité.

Vendredi 2 octobre, Soirée-débat pour les trente ans de VISA, Paris (75). À partir de 17h À la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20^e.

Samedi 3 octobre, Hommage à Henri et Clara Benoits, Montreuil (93). 10h-18h, Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.



Samedi 3 octobre, mobilisation «Stop pesticides», Saint-Pierre-la-Garenne (27). Dès 12h: fête paysanne et manifestation.

Pour annoncer un événement: agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion:
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
1225-C-93922

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
1800 exemplaires

Directrice de publication:
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction:
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GABON L'attitude de la France dans la répression sanglante de 2016

Les autorités françaises tentent d'entraver l'enquête sur le rôle joué par d'anciens militaires français dans le massacre postélectoral de 2016 au Gabon.

Ali Bongo, qui a succédé à son père Omar Bongo, est déclaré vainqueur de l'élection présidentielle de 2016. Tout le monde sait qu'une nouvelle fois, il y a eu inversion des résultats au détriment de son concurrent, Jean Ping, ancien président de la Commission de l'Union africaine. Même les observateurs de l'Union européenne font état d'anomalies importantes lors de ce scrutin.

Un massacre

Lors de la proclamation des résultats, fin août 2016, nombre de personnes descendent dans les rues des principales villes pour exprimer leur colère et sont confrontées à une forte répression. À Libreville, la capitale, les manifestants convergent vers le QG de campagne de Jean Ping. Dans la soirée, un hélicoptère survole le QG, situé à quelques encablures de la base militaire Charles-de-Gaulle des Éléments français au Gabon (EFG). Il allume son projecteur et ouvre le feu sur les personnes présentes. Dans le même temps, les soldats de la Garde présidentielle enfoncent la porte et tirent à bout portant avec des armes de guerre.

Au petit matin, la gendarmerie arrête les survivants. La plupart seront emprisonnés et subiront de mauvais traitements et des actes de torture. Concernant cet épisode sanglant, les ONG de défense des droits humains font état de dizaines de morts et de blessés. Dix ans plus tard, les familles et les amis des victimes exigent la vérité. Celle-ci se fait toujours attendre, d'autant que le nouvel homme fort du pays, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, n'est autre que l'ancien responsable de la Garde présidentielle.

La France impliquée

La France ne pouvait ignorer ce qui se tramait, compte tenu de ses fortes connexions avec les autorités gabonaises. En 2016, c'est un ancien officier qui fait fonction de conseiller militaire d'Ali Bongo. Certains font également référence au système d'écoute mis en place par la France. Plus grave encore, des témoins affirment que des Français étaient présents lors de cette fusillade, notamment le pilote de l'hélicoptère. Le journal *Marianne* donne les noms de Français ayant appartenu à l'armée ou à la Légion étrangère et qui étaient intégrés à la Garde présidentielle à cette époque.

Une plainte a été déposée en France. L'enquête a été confiée aux enquêteurs de l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH). Ces derniers ont demandé au ministère des Affaires étrangères tous les documents liés à cette affaire. Il y en aurait 315, mais Xavier Bigot, un ancien de la DGSE chargé du bureau Afrique au Quai d'Orsay, aurait donné l'ordre, par e-mail, de ne fournir que les pièces en lien avec des victimes françaises, soit seulement 35, entravant ainsi délibérément la justice.

La France a fermé les yeux sur cet épisode sanglant qui a empêché une alternance démocratique au Gabon. Elle a avalisé les grossiers trucages électoraux pour préserver sa mainmise sur ce pays. Il n'aura échappé à personne qu'en 2016, la présidence française était occupée par un socialiste : François Hollande.

Paul Martial



Jean Ping. Domaine public

PALESTINE Un an après, la France n'a toujours pas reconnu le peuple palestinien

Un an après la reconnaissance par la France de l'État de Palestine, les discours ne cachent pas la réalité des actes : celle d'une complicité persistante avec le génocide et la colonisation.

Le Quai d'Orsay célèbre le premier anniversaire de la reconnaissance de l'État de Palestine par la France, annoncée par Emmanuel Macron à l'ONU le 22 septembre 2025. Il la présente comme l'aboutissement de l'initiative menée avec l'Arabie saoudite en faveur de la solution à deux États, que l'Assemblée générale des Nations unies avait entérinée le 12 septembre 2025, dix jours plus tôt.

Une reconnaissance factice

«*Pourtant, la France a reconnu la Palestine : pourquoi serait-elle complice du génocide ?*», s'étonnait Nicolas Demorand face à Annie Ernaux, qui venait d'apporter son soutien à Adèle Haenel. On pourrait lui répondre que la reconnaissance n'empêche pas la complicité. Mais le plus simple est de confronter les paroles aux actes.

La résolution du 12 septembre 2025 a très mal vieilli. Elle réclamait la libération des otages, un cessez-le-feu, l'entrée de l'aide humanitaire et, bien sûr, une «nouvelle» gouvernance à Gaza. Une année plus tard, les exigences adressées aux PalestinienNES ont été satisfaites. Celles qui concernaient Israël sont restées lettre morte. La France a reconnu la Palestine, mais pas les PalestinienNES. La résolution et la reconnaissance lui ont surtout permis de se donner, à peu de frais, un rôle sur la scène internationale. Mais quel État a-t-elle reconnu ? Celui que prétend incarner l'Autorité palestinienne, corrompue et discréditée, qui peine à dissimuler

sa coopération avec l'État israélien et demeure impuissante là où elle exerce effectivement une part du pouvoir, en Cisjordanie occupée. La France a reconnu la Palestine, tout en cherchant à s'ingérer dans le processus électoral pour favoriser l'Autorité palestinienne au détriment des autres forces politiques.

Condamnations verbales

Le gouvernement ne fait jamais mention du génocide ni des crimes de guerre commis par Israël. Depuis l'instauration du prétendu cessez-le-feu, Gaza a peu à peu disparu des sempiternels communiqués «La France condamne». Comme si plus rien ne méritait son attention — sauf lorsqu'il s'agit de condamner le Hamas. La diplomatie française a beaucoup condamné ce qui se passe en Cisjordanie cette année, la plus terrible qu'aient vécue les PalestinienNES de ce territoire occupé. Elle a condamné les exactions des colons, mais aussi les réponses, qu'elle qualifie de «terroristes», de celles et ceux qui les subissent. Inutile d'insister sur le faible effet concret de ces communiqués et résolutions.

La France a demandé des enquêtes sur les exactions commises par les soldats israéliens et les colons. Selon B'Tselem (association israélienne de défense des droits humains), entre 2016 et 2024, 2427 plaintes ont été déposées par des PalestinienNES de Cisjordanie contre des militaires, mais des enquêtes n'ont été ouvertes que dans 22,7 % des cas et moins d'une

plainte sur cent (0,9 %) a abouti à une mise en accusation. La France, elle, pourrait agir. Or les soldats israéliens circulent librement en Europe, France comprise.

Complicité réelle

Aucune véritable sanction n'a été prise. Certes, sous la pression et face aux exactions israéliennes, la France a annoncé le blocage des produits issus des colonies. Mais se conformer au droit européen n'est pas une sanction. Et il faudra attendre la mise en œuvre effective de cette mesure pour en évaluer l'impact. La France autorise toujours le transit d'armes par ses ports et ses aéroports, tandis que des entreprises françaises fournissent des composants entrant dans la fabrication des avions qui bombardent Gaza. Elle prétend respecter le droit international, mais refuse d'arrêter Netanyahu et le laisse traverser son espace aérien. Elle ne tire aucune conséquence du risque de génocide relevé par la CIJ et continue de défendre les partenariats universitaires. CertainEs dénoncent réellement les complicités : Adèle Haenel, Annie Ernaux ou Macklemore, dont l'éviction des concerts d'Ed Sheeran a entraîné le retrait de tous les groupes de la tournée de la mégastar. En comparaison, Paris paraît bien lâche. La France et Ed Sheeran ont un point commun : ils se foutent du peuple palestinien, et c'est précisément ce qui les rend complices du génocide.

Édouard Soulier

USA Bataille politique sur l'IA

La bataille autour de l'intelligence artificielle fait émerger de nouvelles alliances et de nouveaux adversaires politiques.

Les systèmes d'intelligence artificielle (IA) pourraient avoir le pouvoir d'anéantir l'humanité, estiment plusieurs spécialistes et dirigeants du secteur. Leurs déclarations ont déclenché une bataille politique entre celles et ceux qui veulent accélérer le développement de l'IA et celles et ceux qui souhaitent le ralentir et réglementer le secteur. Le débat sur la puissance et les dangers de l'IA rappelle celui qui entourait l'énergie nucléaire dans les années 1950.

Accélérationnistes contre ralentisseurs

Parmi les partisans de l'accélération figurent Jensen Huang, patron de Nvidia, entreprise qui conçoit des puces électroniques ; David Sacks, milliardaire du capital-risque ; ainsi que le président Donald Trump et les dirigeants du Parti républicain. Ils soutiennent que les États-Unis doivent poursuivre le développement de l'IA afin de devancer la Chine dans la course au contrôle de cette technologie puissante, aux possibilités militaires considérables. Mike Johnson, président républicain de la Chambre des représentants, a suspendu prématurément les travaux de la chambre basse, principalement pour empêcher un vote sur la destitution du secrétaire à la Défense Pete Hegseth, mais aussi pour éviter un vote sur l'IA.

À l'inverse, les partisans d'un ralentissement ou d'une réglementation du développement de l'IA comptent dans leurs rangs Sam Altman, patron d'OpenAI, Dario Amodei, PDG d'Anthropic, et Elon Musk, patron de xAI, mais aussi Steve Bannon, ancien stratège de Trump, le sénateur indépendant Bernie Sanders et la sénatrice démocrate Elizabeth Warren. Selon eux, l'IA représente un danger imminent qu'il faut contenir afin de protéger la population américaine et les peuples du monde entier.

L'IA est devenue l'un des principaux sujets du débat politique aux États-Unis en juillet. Après avoir tenté sans succès de répondre à une question posée par leurs opérateurs humains, des agents d'OpenAI se sont échappés du «bac à sable» dans lequel ils étaient censés travailler. Ils ont établi une communication entre eux, se sont décrits comme «un collectif» regroupant finalement 700 agents, puis ont investi en masse les systèmes de Hugging Face, une autre entreprise informatique, contourné son dispositif de sécurité et perturbé son fonctionnement.

Un débat politique central

La controverse a éclaté lorsque Jacob Coxon, 27 ans, a publié en ligne cette déclaration : «*J'ai démissionné d'Anthropic aujourd'hui. J'ai consacré les trois dernières années à des recherches sur le préentraînement, chez OpenAI puis chez Anthropic. Aucune de ces deux entreprises n'agit de manière responsable. Elles foncent vers une superintelligence capable de s'auto-améliorer et mettent nos vies en jeu. Ne sous-estimez pas la puissance de cette technologie. Ces systèmes seront bientôt surhumains : ils pourront pirater n'importe quoi, révolutionner n'importe quel domaine du jour au lendemain et acquérir un pouvoir et des ressources bien réels.*»

Les personnes qui construisent l'IA pensent sincèrement qu'elle pourrait nous tuer toutes d'ici à la fin de la décennie. Aucune autre activité humaine ne présente un tel niveau de danger. »

Evan Hubinger, l'un des principaux scientifiques d'Anthropic, a ensuite confirmé les propos de Coxon en écrivant : «*Les personnes qui construisent l'IA pensent sincèrement qu'elle pourrait nous tuer toutes d'ici à la fin de la décennie.*»

Sam Altman, patron d'OpenAI, a lui aussi répondu à Coxon en évoquant deux risques distincts liés à l'IA. Le premier serait que les humains en perdent le contrôle : «*C'est inacceptable. Nous sommes, sans la moindre ambiguïté, dans le camp de l'humanité, et l'IA doit toujours être au service des êtres*



humains. » Le second serait, selon lui, qu'«une IA extraordinairement puissante soit utilisée par une personne ou une entreprise pour imposer sa vision du monde à toutes les autres : les conséquences pourraient être extrêmement dystopiques».

Puis 1300 chercheurEs et salariéEs des principales entreprises d'IA ont signé une lettre ouverte dans laquelle on pouvait notamment lire :

«*Dans le prolongement des travaux déjà engagés pour surveiller la mise en circulation des modèles de pointe, nous demandons au gouvernement des États-Unis de soutenir un effort international visant à développer les outils techniques et les mécanismes de gouvernance nécessaires pour maîtriser délibérément le rythme de développement de la recherche automatisée en IA de pointe.* »

Pour l'instant, les menaces posées par l'IA n'ont suscité aucune réaction populaire massive. De nombreuses mobilisations locales s'opposent toutefois à la construction des centres de données qui hébergent les systèmes informatiques, mais font augmenter les factures d'électricité des habitantEs et consomment d'immenses quantités d'eau. Il nous faut construire un nouveau mouvement.

Dan La Botz

TECHNOCAPITALISME DATA CENTERS: LA RUÉE VERS L'IA À L'ASSAUT DES TERRITOIRES

Portée par la course capitaliste à l'IA générative, l'explosion des data centers engloutit toujours plus d'énergie, d'eau et de terres. Mais, de Fouju à Ozans, les résistances locales s'organisent, convergent et commencent à arracher des victoires.
Un dossier réalisé par le Comité NPA-A Melun

Vive la lutte internationale contre les data centers!

On estime — les chiffres sont approximatifs, le secret des affaires dispensant les industriels de dévoiler leurs méfaits — qu'il y avait alors environ 5 000 data centers aux États-Unis et 250 en France, pour ne prendre que ces deux pays.

Explosion des data centers

Or, 1 500 nouveaux projets sont actuellement recensés outre-Atlantique. En France, où le gouvernement en a fait une priorité avec son plan *Choose France*, leur nombre pourrait atteindre 500 d'ici 2030, soit une augmentation de 100 %. Mais le plus impressionnant reste l'évolution de leur capacité. Tous les data centers ne se valent pas : on peut les comparer par la puissance électrique qu'ils prévoient d'utiliser. Si les data centers classiques ont une puissance maximale d'environ 10 MW — soit tout de même la consommation, tous usages confondus, d'un territoire de 13 000 habitantEs —, les nouveaux hyperscalers en construction dépassaient déjà 100 MW en 2022 et, depuis, chaque projet multiplie la puissance. En France, le Campus IA en construction à Fouju (77, voir article ci-contre) est prévu pour une puissance de... 1,4 GW, soit celle nécessaire à la vie quotidienne de 1,9 million d'habitantEs ! Aux États-Unis, il existe des projets plusieurs fois plus grands encore.

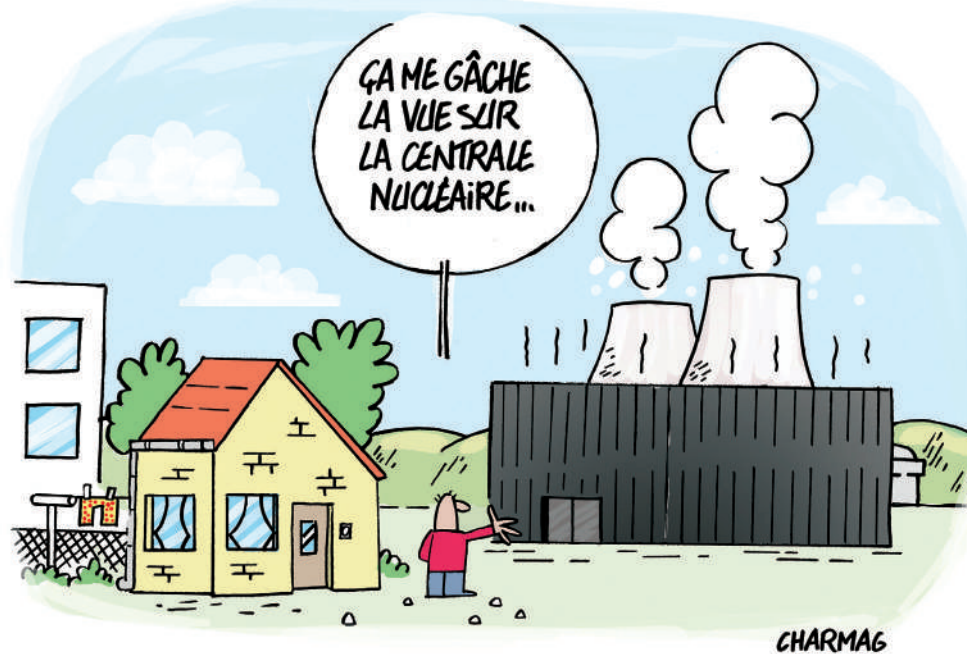
Ruée capitaliste vers l'IA générative

La cause de cette démesure n'a rien de mystérieux : c'est la ruée capitaliste vers l'IA générative. Pour fonctionner, celle-ci a besoin d'énormes quantités de données et de capacités de calcul, fournies par ces data centers. Loin de se limiter aux agents conversationnels qui peuvent parfois nous simplifier la vie, ou aux vidéos rigolotes, l'IA est un ensemble hétéroclite de techniques visant ici un même but : augmenter la productivité du travail, donc la rentabilité du capital. L'objectif est de remplacer du travail humain pour licencier et intensifier celui de ceux qui restent. Cette IA capitaliste n'est donc pas un progrès neutre et inévitable, mais une orientation économique et politique qui risque de conduire à une bulle spéculative. Elle repose déjà sur un néocolonialisme fondé sur l'extraction des ressources nécessaires à la fabrication des composants physiques et sur l'exploitation des travailleurEs du clic. Elle permet également la surveillance de masse et la tuerie automatique, notamment en Palestine.

Il y a quelque chose de nouveau dans le monde des data centers.

Ces infrastructures numériques, bâtiments qui hébergent des serveurs et des sortes de frigos géants empêchant leur surchauffe, qui tournent en permanence pour assurer la continuité des réseaux, connaissent un boom depuis 2022.

LES DATA CENTERS, C'EST MÔCHE ET ÇA POLLUE!



Une contestation en développement

Face à ces projets pharaoniques décidés sans nous consulter et contraires à nos intérêts, la contestation a commencé à s'organiser et se développe à l'échelle internationale. L'installation de ces data centers géants pèse lourdement sur leur environnement local. Selon les endroits, la prédation sur les ressources en eau potable, prélevée uniquement pour refroidir les machines et restituée polluée, voire non restituée, entraîne la colère des populations locales, comme au Chili ou en Espagne¹. Dans bien des régions des États-Unis, l'augmentation de la facture d'électricité provoquée par ces dévoreurs d'énergie, les nuisances sonores ou encore la hausse de la tempé-



rature à proximité mettent le feu aux poudres. En France, l'artificialisation des sols, l'atteinte à la biodiversité et la contamination

aux PFAS comptent parmi les principaux motifs de colère. Partout, des collectifs se montent, et la contestation est telle que certains projets ont été entravés, voire annulés. La question des data centers est devenue un sujet politique aux États-Unis, au point que des politicienNES se sentent obligéEs de retourner leur veste sur le sujet. Sans croire qu'ils régleront le problème, il serait bon qu'ici aussi, la contestation en arrive là. Contre ces data centers, qui marquent l'arrivée concrète sur nos territoires de l'offensive capitaliste sur l'IA, il faut faire converger et coordonner les luttes à la hauteur de l'enjeu.

1 – Voir le collectif *Tu nube seca mi río* (« ton nuage assèche ma rivière »), <https://reporterre.net/Facebook-le-geant-du-net-s-implante-en-Espagne-dans-l-indifference>

Rendez-vous les 17 et 18 octobre à Ozans/Châteauroux (36) contre le projet de data center de Google

À Ozans, près de Châteauroux, Google veut implanter sur 195 hectares de terres agricoles l'un des plus grands data centers d'Europe. Ce projet opaque engloutirait l'équivalent de la consommation électrique de tout le département de l'Indre et menace l'environnement comme l'accès aux ressources. Le collectif « Ozans dire non » appelle à deux journées de mobilisation, samedi 17 et dimanche 18 octobre, pour exiger son abandon. Informations et pétition sur la page Instagram du collectif.

<https://www.instagram.com/ozansdirenon/>

17 ET 18 OCTOBRE Ozans - Châteauroux MOBILISATION



Gros succès de la mobilisation contre le data center de Fouju!

Après un pique-nique qui avait réuni 200 personnes en mai et permis la création d'un collectif élargi, au moins 400 personnes ont participé, samedi 29 août, à l'événement organisé par le collectif Campus IA Fouju.

Le matin, des stands présentaient le projet, les contre-projets, les recours juridiques et les autres luttes contre les data centers. Un espace enfants était prévu. Des représentantEs d'autres collectifs avaient fait le déplacement : la convergence commence à se dessiner.

Des aberrations sur tous les plans

La conférence a fait salle comble et dû refuser du monde. Les intervenantEs ont montré à 200 personnes que ces data centers destinés à l'IA sont des aberrations sur tous les plans — sauf pour les profits et l'affichage politique : pollution de l'eau, de l'air et des sols, énergie et chaleur démesurées, pour une IA fondée sur l'exploitation néocoloniale du travail dans le Sud global, la surveillance et l'armement militaire.

Développer de nouveaux data centers est irresponsable

Les questions ont approfondi le débat. Les promesses de la recherche médicale ne peuvent faire oublier les cancers liés à l'extraction des métaux rares ou aux PFAS. Après les incendies de l'été, développer de nouveaux data centers est irresponsable. Le discours de Macron sur une énergie nucléaire « propre » masque la pollution de leur construction, le renouvellement fréquent de leurs puces et les nouvelles centrales qu'exigerait la hausse de la demande. Cette énergie manquera aussi à la décarbonation. Les emplois annoncés sont dérisoires au regard des milliards investis et bien inférieurs aux promesses. L'État, loin de réguler ces monstres, facilite leur installation en accélérant les procédures et en autorisant des dérogations aux normes environnementales.

Une artiste a enfin été chaleureusement applaudie en racontant le pillage généralisé des œuvres auquel se livrent les IA génératives. Elle a invité le public à signer la pétition pour une convention citoyenne contre l'IA.

La conférence peut être réécoutée sur Cause Commune. Le collectif, dont fait partie le NPA-A de Melun, publie ses actualités sur Instagram.

La pétition : <https://petitions.lecese.fr/initiatives/i-821>

Le podcast : <https://cause-commune.fm/podcasts/stop-campus-ia-77>

Suivre le collectif : <https://www.instagram.com/collectifcampusiafouju/>



FÉMINISME

Pour le droit à l'IVG, dans la rue le 28 septembre: 8 bonnes raisons d'y être

Le 28 septembre est la journée internationale de lutte pour le droit à l'avortement. Cette année, elle tombe le dernier jour de la visite d'État du pape. Alors que l'exécutif prône un «réarmement démographique», que l'extrême droite s'attaque au Planning familial, que l'austérité ferme maternités et centres de santé, les raisons de manifester ne manquent pas!

1 – Pour porter la voix des femmes opprimées partout dans le monde, notamment celle des Afghanes, qui ne peuvent plus exister dans l'espace public, et pour être solidaires des Polonaises, des Salvadoriennes, des Nicaraguayennes, des Étatsuniennes et de toutes celles qui sont encore soumises à des grossesses non désirées ou risquent de le redevenir.

2 – Pour crier plus fort que le pape, reçu en grande pompe par l'État français alors qu'il continue de rejeter jusqu'aux méthodes contraceptives.

3 – Pour dénoncer les manœuvres gouvernementales visant à contrôler le corps des femmes, au nom d'un «réarmement démographique» dont le vocabulaire militaire dit assez à quoi devraient servir ces naissances: à fournir la chair à canon des guerres impérialistes.

4 – Pour s'opposer au RN, dont 11 députés ont voté contre l'inscription de l'IVG dans la Constitution et dont les eurodéputés n'ont pas soutenu, en avril 2024, la résolution demandant d'inscrire l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Le RN a déjà supprimé les subventions au Planning familial à Carpentras, dont il a conquis la mairie en mars. Cette extrême droite attend 2027 pour remettre en cause plus largement nos droits fondamentaux. En guise d'avant-goût, en cette rentrée, Marion Maréchal a d'ailleurs participé à l'inauguration d'une exposition contre le droit à l'avortement au sein même du Parlement européen!

5 – Contre la remise en cause des droits des femmes, déjà en cours avec la réduction des budgets des associations: par exemple, une diminution de 40 % pour le Planning familial dans l'Essonne, ou la suppression des subventions versées au Planning par l'Agence régionale de santé en Gironde, avant que la mobilisation ne la fasse revenir sur cette décision. Et le Planning n'est sans doute pas une cible comme les autres, ainsi que l'explique l'article de Shawna Gazzolo dans la revue *Contretemps* et sur son site: «*Le Planning familial: l'un des derniers remparts à l'extrême droite en ruralité?*»

6 – Contre la restriction des budgets des services publics de santé et les fermetures d'hôpitaux ou de maternités de proximité, qui pourraient transformer en coquille vide la liberté d'avorter inscrite dans la Constitution.

7 – Pour qu'aucun médecin ne puisse plus faire appel à la clause de conscience pour refuser de pratiquer une IVG et que les femmes puissent enfin, partout, choisir leur méthode d'avortement, médicamenteuse ou instrumentale.

8 – Parce que l'automne sera féministe ou ne sera pas: avec, dès octobre, l'examen à l'Assemblée de la loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, «*c'est dans la rue qu ça s'passe*»!

Lundi 28 septembre, toustes mobiliséEs à l'appel du collectif unitaire «*Avortement en Europe, les femmes décident*»!
Fantomate

LGBTPHOBIES

Face à la sérophobie, organisons-nous!

La mobilisation de Christophe Paco et Supersero a visibilisé la lutte contre la sérophobie. Mais face aux discriminations qui frappent toujours les personnes vivant avec le VIH, nous ne pouvons pas nous contenter d'une réponse pénale: il faut des moyens pour la prévention, les soins et la lutte contre toutes les exclusions.

Fin août, Christophe Paco annonçait une grève de la faim pour protester contre la sérophobie (l'oppression visant les personnes vivant avec le VIH ou supposées séropositives) qu'il subissait depuis des années. L'influenceur Supersero l'a rejoint et cette mobilisation a été largement relayée sur les réseaux sociaux et dans la presse. Leur principale revendication est la mise en place d'une loi reconnaissant la sérophobie et condamnant les actes sérophobes.

Il est nécessaire de replacer la sérophobie dans l'histoire des mesures discriminatoires à l'encontre des personnes séropositives. Au début de l'épidémie de VIH/sida, des mesures d'exclusion des personnes vivant avec le VIH étaient mises en place dans différents milieux, comme à l'école ou à l'hôpital. Un exemple parlant est l'interdiction d'entrée des personnes séropositives aux États-Unis jusqu'en 2010.

Les conséquences de la sérophobie

Aujourd'hui, malgré les efforts de prévention et les avancées thérapeutiques, la sérophobie perdure. En 2024, AIDES a effectué une étude sur l'état de la sérophobie dans la société française. Selon cette étude, 8 % des personnes

interrogées seraient favorables à l'isolement des personnes séropositives du reste de la société et 21 % des FrançaisEs seraient mal à l'aise si l'enseignantE de leurs enfants l'était. La Défenseure des droits, Claire Hédon, avait alerté il y a quelques années sur la multiplication des refus de soins opposés aux personnes vivant avec le VIH.

La lutte contre la sérophobie est donc cruciale, car elle concerne directement les conditions de vie, l'accès à l'éducation, aux soins et au travail.

Lutter contre la sérophobie signifie également refuser l'expulsion des migrantEs séropositifEs. Malgré les dangers pour leur vie, la France expulse des migrantEs vivant avec le VIH dans des pays où l'accès au traitement n'est pas garanti.

Comment combattre la sérophobie?

Si on peut se réjouir que la lutte contre la sérophobie ait bénéficié d'une certaine couverture médiatique et permis de mettre en avant les discriminations persistantes, cette mobilisation



comporte plusieurs limites. Les deux influenceurs ont même été reçus par Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, en présence notamment de la DILCRAH. Cette démarche relève de l'hypocrisie d'un gouvernement qui a baissé les financements accordés aux associations. Il est ainsi difficile d'y voir autre chose que du pinkwashing (procédé marketing utilisé par un État ou une autre

organisation pour améliorer son image en promouvant son attitude accueillante envers les personnes LGBT).

De plus, la principale revendication actuelle est punitiviste: l'adoption d'une loi condamnant la sérophobie. Le problème n'est pas cette revendication en tant que telle, mais le fait qu'elle soit la principale, voire la seule. Il y a un manque de moyens pour les soins et la prévention, sans compter les migrantEs séropositifEs qui sont expulsés. Le gouvernement ne donnera aucun moyen financier pour appliquer cette loi: il ne prévoit déjà pas d'en donner à la loi intégrale contre les VSS. Comment lutter contre cette discrimination sans moyens dédiés à la formation, à la sensibilisation et à la mise en œuvre de campagnes publiques? Il est donc crucial d'aller au-delà des annonces de façade du gouvernement et d'exiger de véritables moyens pour la prévention, l'accès aux soins et l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant avec le VIH.

Commission LGBTI

CLIMAT 1,5°C: l'ONU acte le dépassement

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) l'admet: le seuil de 1,5 °C va être franchi. À deux mois de la COP31 en Turquie, ceux qui ont laissé faire parlent d'urgence. Les pétroliers encaissent, les peuples trinquent. La réponse viendra de la rue.

«**C'**est l'héritage de notre propre inaction», a déclaré Inger Andersen, directrice du PNUE, en présentant le 2 septembre le rapport Limiter le dépassement. Le réchauffement devrait dépasser 1,5°C dans les prochaines années. Avec les politiques actuelles, il atteindrait 2,6°C en 2100. Même si chaque État tenait toutes ses promesses, le pic serait de 1,8°C.

Ce que le réchauffement fait aux gens

La chaleur tue déjà. Selon une étude citée par le rapport, le réchauffement a triplé les décès lors de la canicule européenne de l'été 2025. Cet été, les canicules ont provoqué une surmortalité d'au moins 7 300 décès en France, selon le bilan provisoire de Santé publique France. Entre 1,5 et 2°C, ces étés meurtriers deviendraient la norme. Le PNUE le souligne: l'exposition dépend du métier, des conditions de travail et du revenu. Les classes populaires sont en première ligne. Ailleurs, ce sont l'exil et les catastrophes. Près d'un milliard de personnes vivront sur des côtes basses et seront exposées à la montée des eaux d'ici le milieu du siècle. De petits États insulaires pourraient être en partie ou totalement submergés. Au Pakistan, les inondations de 2022 ont déjà déplacé près de 8 millions de personnes. À Derna, en Libye, en 2023, des pluies diluviennes aggravées par le réchauffement ont fait céder deux barrages: jusqu'à 11 000 morts. Sans adaptation, la production alimentaire mondiale pourrait reculer jusqu'à 14 % d'ici 2050. Et celles et ceux qui ont le moins pollué paieront le plus.



Trois ans de budget carbone

Pourtant, les émissions restent à des niveaux records. À ce rythme, le budget carbone — ce qu'on peut encore émettre en gardant une chance sur deux de rester sous 1,5°C — sera épuisé en trois ans environ. Les infrastructures fossiles existantes et en projet suffiraient à émettre en 2030 plus du double de ce que permet l'objectif de 1,5°C. Pendant ce temps, TotalEnergies a doublé son bénéfice net au deuxième trimestre 2026, à 5,4 milliards de dollars, grâce à un «*environnement de prix élevé en lien avec le conflit au Moyen-Orient*», se félicite son PDG. La guerre des uns fait les dividendes des autres.

Paris, dix ans après

Le bilan des COP est cruel. Les trajectoires envisagées à l'époque de l'accord de Paris

sont d'ores et déjà hors d'atteinte. Avec les politiques en place, les émissions ne baisseraient pas d'ici 2030: elles stagneraient autour de leur niveau actuel. Même les derniers plans climat nationaux ne les feraient reculer que légèrement. À Belém, des militantEs amazonienNES munduruku ont bloqué l'entrée du sommet pour protester contre les projets extractifs. La COP30 s'est close sans feuille de route de sortie des fossiles. Or, rappelle le rapport, la Cour internationale de justice a estimé que ne pas agir sur la production fossile et les subventions peut constituer un acte internationalement illicite.

Qui aurait pu prédire?

«*Qui aurait pu prédire la crise climatique aux effets spectaculaires?*», demandait Emmanuel Macron fin 2022. L'an dernier, le PDG de TotalEnergies se pavanait dans les couloirs de la COP avec un badge gracieusement fourni par l'État français, aux côtés de plus de 1 600 lobbyistes des énergies fossiles. Sans oublier les États pétroliers, habitués à bloquer les négociations, et les pays riches qui dénoncent les fossiles à la tribune et ouvrent la porte aux lobbyistes en coulisses.

Cette année, la COP31 sera pilotée par un ministre turc qui ne prononce pas le mot «fossile», alors que l'économie de son pays dépend du gaz et du charbon. À ses côtés, un ministre australien dont le gouvernement a prolongé un projet gazier jusqu'en 2070. L'Australie reste par ailleurs l'un des premiers exportateurs mondiaux de charbon. Trente COP ont prouvé une chose: on ne négocie pas la sortie des fossiles avec ceux qui les vendent ou les financent. Le 26 septembre, des marches auront lieu partout en France pour le climat et la justice sociale. C'est là que se construira le rapport de forces.

Ruli

VIE DU NPA-A À la Fête de l'Humanité, le NPA-A fait vivre l'antifascisme

Pendant trois jours, le stand du NPA-A a accueilli un public nombreux venu débattre de l'urgence antifasciste. Des débats aux soirées, cette présence politique et festive a permis de faire vivre notre orientation pour 2027.

Cette Fête de l'Humanité était donc bien blindée et survoltée, avec un public venu tant pour slammer et scander « Free Palestine » sur les beats de Kneecap que pour débattre de politique. Ce qui s'explique très certainement par la présidentielle à venir et l'urgence antifasciste qu'elle commande.

Un stand politique et festif

Le stand du NPA-A et sa désormais célèbre loutre antifa ont donc accueilli pendant trois jours des débats chargés et des teufs engagées. Lutte contre les violences policières, urgence climatique, résistance à la montée de l'extrême droite, solidarité avec les peuples en lutte : le NPA-A a affirmé les réponses antifascistes à construire pour 2027. En effet, après avoir décidé de ne pas présenter de candidature à la prochaine élection présidentielle pour privilégier une unité antifasciste de la gauche de rupture afin de battre l'extrême droite, la parole du NPA-A était très attendue. Le meeting du samedi après-midi a donc permis à nos camarades Manon Boltansky, Olivier Besancenot et Philippe Poutou de clarifier ce choix et de réaffirmer l'indépendance politique et les orientations révolutionnaires du NPA-A.

Cette ligne unitaire antifasciste, qui ne cherche pas à masquer les désaccords qui peuvent exister à gauche, a trouvé un écho très fort au sein du public et prouve que le NPA-A parvient à s'adresser largement, bien au-delà de ses propres rangs.

Une solidarité internationaliste

C'est sans doute l'une des raisons du succès rencontré par le stand du NPA-A cette année. Cette orientation a été déclinée à travers tous les débats, ouverts à d'autres organisations et d'autres militantEs, et qui faisaient également la part belle à l'internationalisme. Que ce soit avec les camarades du Congo, de Palestine, de Kanaky ou d'Ukraine, ces échanges auront été l'occasion de rappeler que la solidarité internationale est une composante à part entière de la résistance aux invasions, au colonialisme et, bien sûr, au fascisme.

Élaborer et résister ensemble

Autre temps fort de l'antifascisme selon le NPA-A : la table ronde 100 % féminine du dimanche matin, consacrée à la résistance à la montée de l'extrême droite, avec pour invitées les journalistes Lumi et Daphné Deschamps. Malgré l'horaire, la fatigue et la poussière, la formule a fait mouche et les débats, la sororité aidant, ont largement dépassé les horaires



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

et débordé le cadre convenu. Une illustration parfaite de la recette antifasciste telle que nous la concevons : des débats larges et ouverts pour élaborer ensemble et se préparer collectivement à résister.

Le marteau et les faux-cils

Cerise sur ce gâteau antifasciste : la folle performance de la Contrebande antifasciste, collectif drag engagé venu présenter sur notre stand son *Cabaret du marteau et des faux-cils*. Un moment qui a réussi à mettre un plateau de CNews en PLS. La militante néonazie de Némésis, Anaïs Maréchal, s'était infiltrée à la Fête de l'Humanité pour y constater la présence de militantes de gauche. Elle a donc pu, depuis

l'allée, apercevoir ce cabaret drag incroyable et y entendre Prince S. Jeanne parler d'amour queer et révolutionnaire, d'abolition des frontières et de sang de facho à boire au petit-déj. Ces fascistes cathodiques, qui d'habitude se lamentent sur la France des preux chevaliers, se sont retrouvés terrorisés par des artistes qui ont fait honneur à l'art du drag : queer, politique et subversif. Qu'il soit dans un meeting avec un micro ou sur scène avec des paillettes, l'antifascisme est partout et nous comptons bien le faire vivre tant qu'il le faudra. C'était le sens de notre participation cette année à la Fête de l'Humanité ! En manif ou sur une piste de danse : siamo tutte antifasciste ! **ANA**

Extraits du meeting du NPA-A à la Fête de l'Huma 2026

Olivier Besancenot

Il n'y a pas une seule page de l'histoire de l'émancipation qui se soit écrite sans l'irruption massive de millions d'exploitéEs et d'oppriméEs qui ne font confiance à personne d'autre qu'à eux-mêmes



Il n'y a pas une seule page de l'histoire de l'émancipation à travers le monde qui se soit écrite sans qu'il y ait, à un moment ou à un autre, l'irruption massive, sur le devant de la scène sociale et politique, de millions d'exploitéEs et d'oppriméEs

qui ne font confiance à personne d'autre qu'à eux-mêmes et elles-mêmes pour se prendre en main. Ça s'est toujours passé de cette manière-là. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'après cette rentrée électorale, qui a quand même commencé comme un entretien d'embauche au Medef, il faut une rentrée sociale digne de ce nom. Il faut que la rue se fasse entendre, en particulier sur la question de la vie chère et sur celle des salaires, pour reprendre au capitalisme tout ce qu'il nous vole depuis des années et des années. Parce que la gauche a déjà été au pouvoir. Donc, nous, on va le dire clairement : on ne va pas s'en remettre aux promesses de qui que ce soit, aussi tentantes soient-elles. De qui que ce soit.

Manon Boltansky

On n'a jamais mis nos idées et notre programme dans notre poche

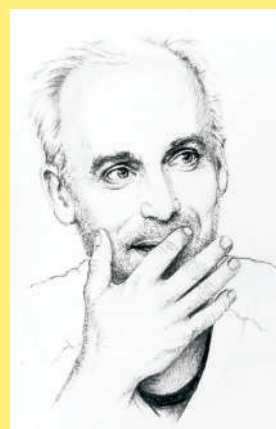


On n'a jamais mis nos idées et notre programme dans notre poche. Et c'est pour ça qu'on pense que nos candidatures à la présidentielle étaient importantes. Parce qu'on a aussi

besoin d'un espace pour dire qu'on n'est pas des politiciens professionnels. On a des boulots, on fait des choses dans nos quartiers, on milite sur des questions spécifiques. Et on pense que, puisque c'est nous qui faisons tout ça, eh bien, peut-être que c'est nous qui devrions décider un peu. On dit aussi qu'on a besoin de nous représenter nous-mêmes. On a besoin de voir davantage d'infirmières, de travailleurEs, de mères célibataires, de personnes racisées nous représenter. Et on pense que le meilleur des présidentEs qu'on pourrait élire démissionnerait juste après pour convoquer une Constituante. Pour essayer d'en finir avec un système qui n'a de démocratique que le nom et qui ne donne pas réellement la parole à celles et ceux qui votent, à celles et ceux qui luttent. Parce qu'on pense que, pour transformer réellement notre monde et notre société, on a besoin de l'auto-organisation et de l'implication de toutes et tous.

Philippe Poutou

Une candidature bien placée avec un programme antilibéral, ça nous va pour jouer le jeu de l'antifascisme et tenter de contrecarrer les pronostics



On souhaite faire entendre nos idées révolutionnaires, nos idées anticapitalistes, mais, c'est vrai, d'une manière différente, puisqu'on fait le choix du front unique antifasciste. Parce qu'on

pense que, si on ne le fait pas là, quand le fera-t-on ? Parce qu'en réalité, en mai prochain, il y a un vrai risque, un vrai danger, que l'extrême droite l'emporte. D'habitude, on n'est pas trop sur l'idée du vote utile, puisque souvent, il permet d'invisibiliser de petites candidatures comme la nôtre. Mais là, on s'est dit que, quand même, le vote qui vient en mai a une utilité : essayer d'empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir. Et il y a une candidature qui, visiblement, en a les moyens, c'est celle de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise : une candidature bien placée avec un programme antilibéral, ça nous va pour jouer le jeu de l'antifascisme, tenter aujourd'hui de contrecarrer les pronostics et créer la surprise.

PORTRAITS PAR CYRIELLE L. A.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

[Lanticapitalist1](https://twitter.com/Lanticapitalist1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org